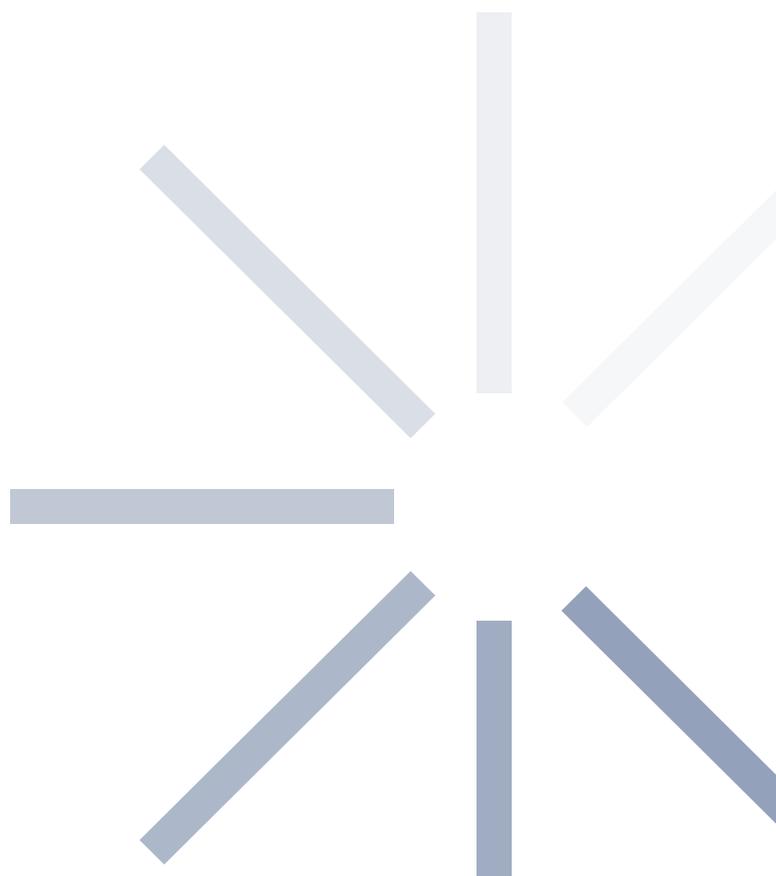
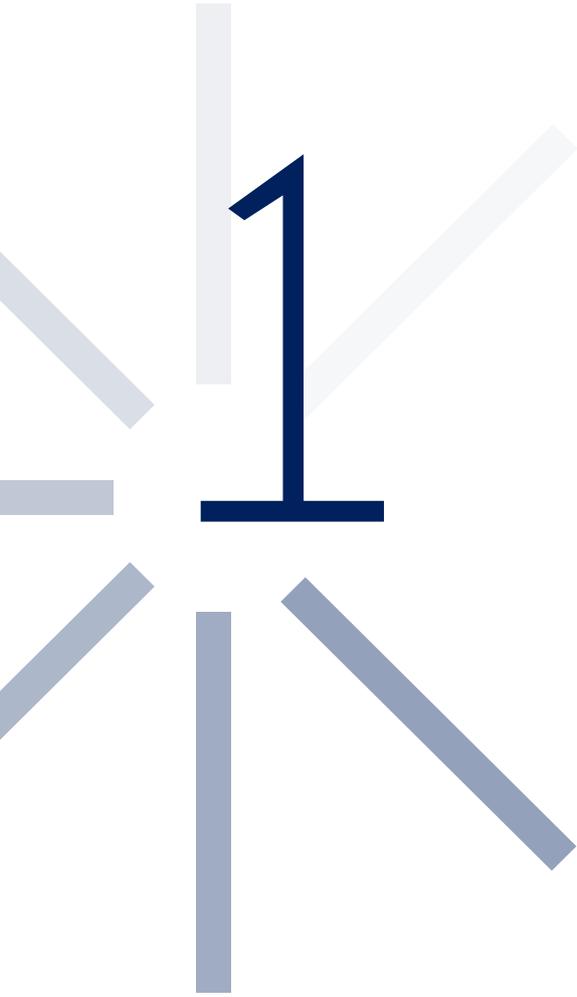


Comptes semestriels

au 30 juin 2013





RAPPORT
D'ACTIVITÉ
SEMESTRIEL

CHIFFRES CLÉS

Compte de résultat	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
En milliers d'euros	6 mois	6 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	7 864	8 403	17 088
Résultat opérationnel courant	-1 032	- 1 042	-1 717
Résultat opérationnel	-1 055	- 1 064	-2 119
Résultat net Part du Groupe	-684	- 743	-1 421

Bilan	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
En milliers d'euros			
Capitaux Propres	16 318	17 731	17 114
Actif courant	13 109	15 113	16 371
Passif courant	9 621	9 678	10 990
Total Bilan	27 327	29 060	29 994

CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT CONSOLIDÉS

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 7 864 K€ contre 8 403 K€ pour le 1^{er} semestre 2012.

Par nature de vente, le chiffre d'affaires se répartit de la façon suivante :

En milliers d'euros	1 ^{er} semestre		1 ^{er} semestre		Evolution en %
	2013	%	2012	%	
Licences	1 312	17 %	927	11 %	42 %
Maintenance	3 390	43 %	3 408	40 %	-1%
Professional Services	3 162	40 %	4 068	49 %	-22%
Total	7 864	100%	8 403	100%	-6%

Au titre du 1^{er} semestre 2013, le chiffre d'affaires est en baisse de -6 % au regard de la même période de 2012.

Les ventes de licences au 1^{er} semestre 2013 sont en croissance par rapport à la même période de 2012 de +42 % alors que la maintenance ressort en très légère baisse à -1 %. L'activité Software (i.e. licences On Premise, licences Cloud et maintenance) s'est particulièrement bien comportée au 2^{ème} trimestre 2013 puisqu'elle a vu son chiffre d'affaires progresser de 27% sur cette période rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. Ce rebond permet au Groupe d'afficher des revenus Software en croissance de 8 % sur le premier semestre 2013 comparativement à la même période de l'année précédente.

L'activité Services Associés (prestations autour des solutions du Groupe) a souffert d'un volume d'activité en repli de 22 % dans un marché difficile.

Compte tenu de ce niveau d'activité, de la poursuite des investissements R&D et commerciaux et de la maîtrise des coûts, le résultat opérationnel courant ressort à -1 032 K€ contre - 1 042 K€ au 1^{er} semestre 2012.

Le résultat opérationnel consolidé s'établit à -1 055 K€ contre -1 064 K€ au 1^{er} semestre 2012.

Le coût de l'endettement financier net de -16 K€ contre - 45K€ au titre de la même période 2012.

Après prise en compte de l'impact de l'impôt sur les sociétés, le résultat net consolidé ressort ainsi à - 684 K€ contre - 743 K€ au 1^{er} semestre 2012.

L'effectif du groupe au 30 juin 2013 est de 176 collaborateurs contre 188 au 30 juin 2012.

INVESTISSEMENTS

Les investissements de la période se sont élevés à 1 298 K€ dont 1 294 K€ ont été investis en développement sur les logiciels de Coheris dans les domaines du CRM, de la Business Intelligence et du Datamining (contre 1 414 K€ au premier semestre 2012 dont 1 368 K€ en développement logiciels).

PERSPECTIVES

Le Groupe Coheris vise un retour à la rentabilité opérationnelle au second semestre 2013. Coheris continuera à soutenir son activité en maintenant ses investissements en matière de R&D et de dynamique commerciale.



BILAN
CONSOLIDÉ

ACTIF (en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Écarts d'acquisition	8 385	8 385	8 385
Immobilisations incorporelles	3 579	3 807	3 360
Immobilisations corporelles	170	281	233
Titres mis en équivalence		143	
Actifs financiers	362	354	362
Autres placements non équivalents de trésorerie	360	360	360
Actifs d'impôts différés	1 362	618	923
ACTIF NON COURANT	14 218	13 948	13 623
Stocks et en-cours	13	34	26
Clients et comptes rattachés	5 689	6 751	8 197
Autres créances et comptes de régularisation	1 519	708	2 292
Disponibilités	5 888	7 619	5 856
ACTIF COURANT	13 109	15 113	16 371
TOTAL DE L'ACTIF	27 327	29 060	29 994
PASSIF (en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Capital	2 245	2 245	2 245
Réserves liées au capital	734	682	734
Titres auto détenus	-1 099	-988	-988
Réserves et résultats consolidés	14 526	15 885	15 212
Écarts de conversion	-90	-93	-89
Capitaux propres - part du groupe	16 318	17 731	17 114
Intérêts minoritaires			
CAPITAUX PROPRES	16 318	17 731	17 114
Passifs financiers (> 1an)	299	589	434
Passif d'impôts différés	271	199	219
Provisions pour risques et charges	818	863	1 237
PASSIF NON COURANT	1 388	1 651	1 890
Passifs financiers (< 1an)	561	625	805
Fournisseurs et comptes rattachés	1 153	914	1 189
Autres dettes et comptes de régularisation	7 907	8 139	8 996
PASSIF COURANT	9 621	9 678	10 990
TOTAL DU PASSIF	27 327	29 060	29 994



COMPTE
DE RÉSULTAT
CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Chiffre d'affaires	7 864	8 403	17 088
Autres produits de l'activité	1 484	1 522	2 898
Achats et services extérieurs	-1 671	-1 698	-3 441
Charges de personnel	-7233	-7 518	-14 926
Impôts et taxes	-225	-264	-476
Dotations aux amortissements	- 1 154	-1 219	-2 287
Dotations aux provisions	-61	-116	-303
Autres produits et charges d'exploitation	-35	-152	-270
Résultat opérationnel courant	-1 032	- 1 042	-1 717
Autres produits et charges opérationnels	-23	-22	-402
Résultat Opérationnel	-1 055	- 1 064	-2 119
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	50	71	174
Autres produits et charges financiers	-66	-116	-112
Coût de l'endettement financier net	-16	- 45	62
Charges d'impôt	387	394	793
Valeur nette des sociétés sorties du périmètre			-129
Résultat des sociétés mises en équivalence		-28	-28
Résultat Net	-684	-743	-1 421
Part du groupe	-684	-743	-1 421
Intérêts minoritaires			
Nombre d'actions retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075	5 613 075
RNPG par action en €	-0,12	-0,13	-0,25
Nombre d'actions diluées retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075	5 613 075
RNPG dilué par action en €	-0,12	-0,13	-0,25

A decorative graphic on the left side of the page. It features a large, dark blue number '4' in the center. Surrounding the '4' are several light blue and grey lines of varying lengths and orientations, radiating outwards from the center of the '4', creating a starburst or sunburst effect.

4

TABLEAU
CONSOLIDÉ
DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Résultat net des sociétés intégrées	-684	-743	-1 396
Résultat des sociétés mises en équivalence		28	115
Dotations nettes aux amortissements et provisions	735	1 219	2 754
Charges et produits liés aux stocks-options		-1	
Plus et moins-values de cession	21		-20
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	72	503	1 453
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	-387	-394	-793
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	-315	109	660
Impôt versé (B)			114
Variation du BFR lié à l'activité (C)	2 145	1 928	-55
Flux de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	1 830	2 037	719
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Corp. et incorp.	-1 298	-1 414	-1 985
Encaissements liés aux cessions d'immo. Corp. et incorp.		11	21
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Financières			
Encaissements liés aux cessions d'immo. Financières			2
Incidence de variation de périmètre			-1
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)	-1 298	-1 403	-1 963
Rachats et ventes d'actions propres	-111	-50	-50
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-420	-420
Souscription de BSA			50
Placements de trésorerie considérés comme non équivalents de trésorerie			
Remboursement d'emprunts	-137	-156	-341
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-248	-626	-761
Variation de trésorerie nette (D+E+F)	284	8	-2 005
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	5 604	7 609	7 609
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (cf. 6.2.6)	5 888	7 617	5 604

(en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Prix d'achat des titres			
Trésorerie des sociétés acquises			-1
Incidence des variations de périmètre			-1



5

TABLEAU CONSOLIDÉ
DE VARIATION
DES CAPITAUX PROPRES

Comptes semestriels au 30 juin 2013

Ils évoluent comme suit par rapport au 31 décembre 2011 et 2012 et 30 juin 2012 :

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultat consolidés	Écart de conversion	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Au 31 décembre 2011	2 245	681	-938	17 061	-99	18 950		18 950
Gains nets sur actifs financiers								
Écart de conversion					6	6		6
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					6	6		6
Opération sur titres auto détenus			-50			-50		-50
Paiements fondés sur des actions		1				1		1
Versement du dividende				-420		-420		-420
Autres variations				-13		-13		-13
Résultat 1 ^{er} semestre 2012				-743		-743		-743
Total des opérations revenant aux actionnaires		1	-50	-1 176		-1 225		-1 225
Au 30 juin 2012	2 245	682	-988	15 885	-93	17 731		17 731
Écart de conversion					4	4		
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					4	4		4
Opération sur titres auto détenus		2				2		2
Souscription de BSA		50				50		50
Paiements fondés sur des actions								
Versement du dividende								
Autres variations				5		5		5
Résultat 2 nd semestre 2012				-678		-678		-678
Total des opérations revenant aux actionnaires		52		-673		-621		-621
Au 31 décembre 2012	2 245	734	-988	15 212	-89	17 114		17 114
Écart de conversion					-1	-1		-1
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					-1	-1		-1
Opération sur titres auto détenus			-111			-111		-111
Paiements fondés sur des actions								
Versement du dividende								
Autres variations								
Résultat 1 ^{er} semestre 2013				-684		-684		-684
Total des opérations revenant aux actionnaires			-111	-684		-795		-795
Au 30 juin 2013	2 245	734	-1 099	14 527	-90	16 318		16 318



NOTES AUX
COMPTES
CONSOLIDÉS

Les notes sont regroupées sous les titres suivants :

6. 1 - Principes et méthodes comptables utilisés	14
6. 1.1 - Périmètre de consolidation	14
6. 1.2 - Méthodes d'évaluation – Règles et méthodes comptables	15
6. 2 - Explication des postes des éléments financiers	16
6. 2.1 - Écarts d'acquisition	16
6. 2.2 - Immobilisations incorporelles	17
6. 2.3 - Titres mis en équivalence	17
6. 2.4 - Créances d'exploitation	17
6. 2.5 - Autres placements non équivalents de trésorerie	17
6. 2.6 - Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
6. 2.7 - Etat des produits et charges comptabilisés	17
6. 2.8 - Provisions risques et charges	18
6. 2.9 - Emprunts et dettes financières	18
6. 2.10 - Autres produits et charges opérationnels	18
6. 2.11 - Effectif	18
6. 2.12 - Impôt sur les sociétés	18
6. 2.13 - Transactions avec les parties liées	18
6. 2.14 - Engagements hors bilan	18
6. 3 - Attestation du responsable du rapport semestriel d'activité	18

Les informations sont exprimées en milliers d'euros sauf pour le résultat par action.

6.1 - PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES UTILISÉS

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Coheris pour la période se terminant le 30 juin 2013 comprennent la société et ses filiales et sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Coheris n'a pas anticipé de norme, amendement et interprétation dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1^{er} janvier 2013.

Conformément à la norme IAS 1 révisée, le résultat net global est présenté dans deux états séparés : le compte de résultat et l'état des produits et charges comptabilisés en note 6.2.7 (incluant les gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres).

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que les normes, amendements et interprétations, non encore validées par l'Union Européenne sont sans incidences sur les comptes du groupe Coheris. Les états financiers intermédiaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 11 septembre 2013.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

La présentation d'états financiers consolidés intermédiaires, nécessite le recours à des analyses fondées sur des évaluations et des hypothèses qui ont une incidence sur les produits, les charges, actifs, passifs du groupe. Ces évaluations sont basées sur les expériences acquises par le groupe, et d'autres facteurs jugés raisonnables selon les circonstances actuelles. Les résultats réels pourront différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires, les impôts différés actifs, les tests de valeurs sur les actifs, et les provisions.

Il convient de noter que la société ne procède pas à l'estimation chiffrée du crédit d'impôt recherche lors de l'arrêté semestriel, par conséquent aucun crédit d'impôt recherche n'est comptabilisé dans les états financiers intermédiaires au titre des premiers semestres 2012 et 2013.

6.1.1 - PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2013 est le suivant :

Société	% contrôle	% intérêt	Méthode	Date d'entrée
Coheris SA	Mère	Mère		
Coheris GmbH	100 %	100 %	I.G.	01/04/2000
Coheris Suisse	100 %	100 %	I.G.	01/10/2000
DataXpresso	100 %	100 %	I.G.	01/03/2007
Quatrx	100%	100%	I.G.	01/05/2011

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2013 est identique à celui du 31 décembre 2012.

6.1.2 - MÉTHODES D'ÉVALUATION – RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Écarts d'acquisition

Les écarts de première consolidation constatés à l'occasion d'une prise de participation, définis comme la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise dans la situation nette retraitée de la société consolidée estimée à la date d'acquisition, sont affectés aux postes appropriés du bilan consolidé.

Les écarts d'acquisition positifs résiduels sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique « Écarts d'acquisition ».

Lors de chaque arrêté, les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés. Si des changements significatifs défavorables apparaissent et au minimum une fois par an, un test de valorisation est effectué et un amortissement exceptionnel est comptabilisé en cas de perte de valeur.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement :

- les frais de recherche et développement :
 - sont évalués au coût de production sur la base des temps passés par les développeurs à l'exclusion du temps de supervision. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires, augmentés des charges sociales par application d'un coefficient de charges,
 - prennent en compte l'économie d'impôt liée au Crédit Impôt Recherche découlant de la partie éligible des frais de recherche et développement. Cette économie d'impôt est incluse dans la valorisation des actifs ainsi constatés (ce traitement du CIR a été appliqué pour la première fois au 31/12/09),
 - sont amortis sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.
- des licences intégrées dans les logiciels produits :
 - sont évaluées au coût d'acquisition,
 - sont amorties sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

Immobilisations corporelles

Il s'agit des matériels informatiques et téléphoniques utilisés par la société ainsi que du mobilier et du matériel de bureau comptabilisés à leur coût historique.

Les durées et les modes d'amortissement sont les suivants :

Logiciels	3 ans linéaires
Installations	5 ans linéaires
Matériel de bureau et informatique	3 ans linéaires
Mobilier de bureau.	2 à 7 ans linéaires

Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont principalement composés de titres de participation non consolidés et de la part à plus d'un an des prêts et créances évalués au coût amorti.

S'agissant de placements dans des instruments de capitaux propres qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable, les titres de participation non consolidés sont évalués au coût.

Les prêts et créances évalués au coût amorti sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables, puis évalués au coût amorti en appliquant la méthode dite du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers non courants font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspond à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable, estimée d'après l'actualisation des flux de trésorerie attendus (actualisation au taux d'intérêt courant du marché pour un actif financier similaire pour les titres de participation non consolidés évalués au coût, au taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts et créances évalués au coût amorti).

Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque des risques prévisibles de non recouvrement apparaissent.

Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance

L'activité d'édition de logiciels faisant généralement l'objet de contrats distincts de licence, de maintenance et de services associés, les droits d'utilisation (licences revendues ou licences de produits Coheris) sont comptabilisés dès leur livraison.

Les prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait sont enregistrées selon la méthode à l'avancement. L'avancement est mesuré au prorata des coûts dépensés rapportés aux coûts à terminaison des contrats ; en conséquence, lorsque l'avancement est supérieur au montant des factures émises, une facture à établir est comptabilisée ; a contrario, lorsque les factures émises sont d'un montant supérieur au stade d'avancement, un produit constaté d'avance est enregistré.

Dans le cas exceptionnel où les services associés seraient considérés comme essentiels au fonctionnement du progiciel (modifications essentielles des caractéristiques techniques et/ou fonctionnelles intrinsèques du produit), le projet serait considéré dans son ensemble et serait comptabilisé suivant la méthode à l'avancement.

Information sectorielle

La norme IFRS 8 relative à l'information sectorielle impose d'analyser la performance de l'entreprise en fonction de secteurs opérationnels. Compte tenu de la nature de ses produits, des procédés de fabrication et de la typologie de ses clients, l'activité d'Editeur de Logiciels présente un caractère très intégré. De ce fait, Coheris est mono secteur. Néanmoins, et à titre d'information, Coheris présente une ventilation de son chiffre d'affaires par principales natures et par zones géographiques qui ne s'inscrit pas dans le cadre de l'application de la norme IFRS 8.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur liquidative en fin de période, les plus-values latentes étant directement imputées sur les capitaux propres.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges identifiés à la clôture de l'exercice, mais dont la réalisation est incertaine font l'objet de provisions ; il s'agit plus particulièrement :

- des litiges,
- des pertes et pénalités probables sur les contrats,
- des indemnités de fin de carrière. Elles sont calculées selon la méthode de répartition des droits au prorata de l'ancienneté.

Les principales hypothèses qui ont été retenues pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- calcul des droits selon la convention collective Syntec,
- versement d'une indemnité de licenciement à l'occasion du départ,
- taux de sortie variable selon l'âge,
- taux d'augmentation annuel moyen des salaires : 5% jusqu'à 40 ans, 2% au-delà,
- taux d'actualisation de 3,61 %

Impôts

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs au bilan consolidé et des déficits fiscaux dont la recouvrabilité est probable. Ils sont calculés selon la méthode du report variable en appliquant les derniers taux d'impôts votés à la date de la clôture.

Calcul du résultat par action

Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant la période.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé comme décrit ci-dessus, y compris le nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée des options existantes. Ce calcul est effectué selon la méthode du rachat d'actions.

Conversion des comptes des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères ont été convertis pour le bilan au cours de clôture et pour le compte de résultat au cours moyen de la période.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont principalement composés d'emprunts et de dettes auprès des établissements de crédit. Ils sont initialement comptabilisés à leur juste valeur (prenant en compte les éventuels coûts de transaction directement rattachables) puis évalués au coût amorti en appliquant la méthode dite du taux d'intérêt effectif.

Paiement en actions

Tous les plans attribution d'options qui avaient été mise en place sont devenus caduques. Aucun de ces plans n'a fait l'objet de souscription compte tenu des conditions d'exercice.

6.2 - EXPLICATION DES POSTES DES ÉLÉMENTS FINANCIERS

6.2.1 - ÉCARTS D'ACQUISITION

Le montant net total des écarts d'acquisition ressort à 8 385 K€ identique au 31 décembre 2012.

Les tests de valorisation sont mis en œuvre selon la méthode de l'actualisation des cash flows futurs (DCF) dont les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- élaboration d'un Business Plan à 4 ans
- taux de croissance à l'infini à 2% au-delà
- taux d'actualisation indexé sur le taux sans risque OAT à 10 ans, la prime de risque du secteur et le Bêta de la société (au 30/06/2013, le taux d'actualisation retenu est de 10,47%).

Les mêmes hypothèses ont été retenues pour l'ensemble des tests de valorisation effectués pour tenir compte d'une homogénéité des activités, des marchés, et des zones géographiques des actifs concernés.

Les éléments défavorables endogènes (réorganisation commerciale notamment) ou exogènes (conditions de marchés très défavorables) observés au cours de l'exercice 2012 et 1^{er} semestre 2013 sont considérés comme non récurrents.

Le plan stratégique à 3 ans, élaboré au cours du 1^{er} semestre, doit permettre de positionner les offres de Coheris ciblées sur des marchés en croissance. Dans ces conditions, le retour à l'équilibre des produits et charges opérationnelles est attendu sur le second semestre 2013 (le résultat opérationnel de l'exercice, intégrant la perte du 1^{er} semestre, restera lui déficitaire). La reprise de la croissance du chiffre d'affaires à partir de 2014 doit permettre un retour à la rentabilité sur cet exercice. A partir de 2015, le taux de croissance moyen du chiffre d'affaires s'établit à près de 10 %, concrétisant les investissements réalisés en R&D au cours des années précédentes et l'effet des orientations du plan stratégique. Les charges ont été ajustées pour tenir compte à la fois des augmentations normalement pratiquées mais également des ajustements d'effectifs liés aux croissances de chiffre d'affaires projetés ainsi que des investissements complémentaires nécessaires dans le cadre de la réussite du plan stratégique. Les hypothèses fiscales liées à l'imputation des déficits fiscaux de l'exercice ainsi que l'application du dispositif du Crédit Impôt Recherche ont été considérées stables dans le temps.

La valeur d'utilité déterminée à partir de ces hypothèses permet de couvrir près de 3 fois la valeur comptable des actifs incorporels (ce ratio étant plus élevé qu'à fin 2012, du fait de la prise en compte des effets du plan stratégique). Elle reste cependant particulièrement sensible aux hypothèses retenues pour l'établissement du Business Plan. Ainsi la réalisation d'un taux de croissance annuel moyen du chiffre d'affaires inférieur à 6 % sur la durée du Business Plan sans ajustement des charges ramènerait la valeur d'utilité des actifs proche de leur valeur comptable.

Les méthodes analogiques n'ont pas été retenues compte tenu de la forte disparité et de la forte volatilité des valorisations de sociétés comparables et de transactions dans ce domaine d'activité.

6.2.2 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles nettes passent de 3 360 K€ au 31 décembre 2012 à 3 579 K€ au 30 juin 2013.

Les investissements en recherche et développement ont été de 1 294 K€ et les amortissements correspondants de 1 073 K€.

6.2.3 - TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

La société Jeemeo a été liquidée en date du 18 octobre 2012.

6.2.4 - CRÉANCES D'EXPLOITATION

Elles sont présentées nettes de provision. Les provisions clients comptabilisées au 30 juin 2013 s'élèvent à 722 K€.

Les créances clients brutes s'élèvent à 6 410 K€.

6.2.5 - AUTRES PLACEMENTS NON ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Dans le cadre de l'acquisition de la société Quatrx, Coheris a conclu un emprunt en septembre 2011 qui a fait l'objet d'une garantie donnée à l'établissement prêteur sous la forme d'un nantissement de comptes à terme à taux progressifs dont les échéances sont à 36 mois, pour un montant de 270 K€, et 60 mois, pour un montant de 90 K€.

Au regard de la norme IAS7 et la recommandation AMF n°2011-16, ces placements ont été analysés comme n'étant pas qualifiables d'équivalents de trésorerie et ont donc été portés sur une ligne distincte au bilan consolidé.

6.2.6 - TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Afin de bénéficier d'opportunités de placement plus rémunératrices que de simples OPCVM, Coheris a conclu en juillet 2012 un compte à terme à taux progressifs à échéance 18 mois pour un montant global de 4 200 K€. Ce placement, dont la rémunération reste plus attractive en date de clôture que celle qui aurait été obtenue sur des placements CT (- 3 mois), est résiliable à la fin de chaque trimestre et ce, sans pénalité. Dans ces conditions, si la société devait avoir à faire face à des besoins de trésorerie, il serait alors parfaitement possible de rompre tout ou partie de ce contrat en vue de faire face à ces besoins.

Au regard de la norme IAS 7 et de la recommandation AMF n°2011-16, ce placement a été analysé comme étant qualifiable d'équivalents de trésorerie et a donc été présenté au poste trésorerie du bilan consolidé.

	30/06/13	31/12/12
VMP (Sicav monétaires en euro)	1 267	13
Comptes à terme (- 3 mois)		200
Comptes à terme (+ 3 mois)	4 200	4 200
Comptes bancaires	422	1 443
Trésorerie et équivalents trésorerie	5 889	5 856
Découverts bancaires	-1	-252
Trésorerie nette de clôture	5 888	5 604

6.2.7 - ÉTAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS

1 ^{er} semestre 2012	Groupe	Minoritaires	Total
Résultat net consolidé	-743		-743
Ecart de conversion	6		6
Autres	-13		-13
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres	-7		-7
Total des produits et charges de la période	-750		-750

1 ^{er} semestre 2013	Groupe	Minoritaires	Total
Résultat net consolidé	-684		-684
Ecarts de conversion	-1		-1
Autres			
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres			
Total des produits et charges de la période	-685		-685

6.2.8 - PROVISIONS RISQUES ET CHARGES

Elles évoluent comme suit par rapport au 31 décembre 2012.

(en milliers d'euros)	31/12 2012	Variation de périmètre	Reprise avec utilisation	30/06 2013
Provisions pour risques et charges	237		60	479
				818

Elles comprennent principalement la provision pour indemnités de fin de carrière pour 249 K€.

Par ailleurs, la rubrique « reprise avec utilisation » intègre principalement les reprises sur provisions constitués au 31 décembre 2012 dans le cadre du plan de restructuration et des pertes à terminaison.

Les autres provisions se rapportent à divers litiges en cours ou risques financiers divers.

Une provision permettant de couvrir un risque de perte à terminaison a été constituée au 30/06/2013 sur deux projets au forfait d'intégration d'une solution Coheris à hauteur de 60 K€.

A la connaissance de la société, les litiges connus ne nécessitent pas de provisionnement supplémentaire dans les comptes au 30/06/13.

6.2.9 - EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

En K€	Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	599	300	299	
Emprunts et dettes financières divers	261	261		
Total	860	561	299	

Les emprunts et dettes financières divers sont constitués principalement des comptes de participation des salariés.

6.2.10 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

La ligne « autres produits et charges opérationnels » correspond notamment aux coûts liés des litiges dont l'antériorité est d'au moins 2 exercices.

6.2.11 - EFFECTIF

L'effectif du groupe au 30 juin 2013 est de 176 collaborateurs contre 188 au 30 juin 2012.

6.2.12 - IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Il se décompose comme suit en K€ :

Impôt dû	-
Impôt différé	-387
Total	-387

L'écart entre l'impôt théorique et l'impôt effectif s'explique comme suit (en K€) :

Résultat consolidé avant impôt	-1 071
Produit d'impôt théorique (taux d'impôt de Coheris : 33,33 %)	-357
Impact amortissement du CIR non fiscalisé	-85
Différences permanentes	13
Impact des déficits non activé	29
Divers	13
Produit d'impôt effectif	-387

Compte tenu des hypothèses retenues pour l'établissement du budget pour les années 1 à 4 (cf 6.2.1) mais également des règles fiscales en vigueur à la clôture des comptes, les déficits fiscaux devraient être imputés d'ici 3 à 4 exercices.

6.2.13 - TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Au titre du premier semestre 2013, les rémunérations des mandataires se sont élevées à 91 K€ dont 3 K€ d'avantages en nature.

6.2.14 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Néant.

6.3 - ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Suresnes le 11 septembre 2013

Fabrice Roux
Président Directeur Général



RAPPORT DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION
FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société COHERIS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 6.2.1. « Ecart d'acquisition » qui présente les principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et fournit une indication de leur sensibilité à d'éventuels changements par rapport aux hypothèses retenues.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Boulogne Billancourt et Paris, le 23 septembre 2013

Les commissaires aux comptes

MAZARS
Raymond PETRONI
Léon LEWKOWICZ

EREC ASSOCIES
Didier LECHEVALIER

Coheris 

Siège social

22 quai Gallieni

92150 Suresnes

Tél. : +33 (0)1 57 32 60 60

Fax : +33 (0)1 57 32 62 00

www.coheris.fr